

répète dans d'autres pays. Au Canada, il n'y a pas de pénurie. Les réserves de combustible bon marché dont nous disposons devraient nous alimenter encore pendant plusieurs années. Si les prix augmentent chez nous, c'est parce que les compagnies plurinationales qui contrôlent notre pétrole profitent de la situation qui prévaut aux États-Unis pour exploiter le consommateur canadien.

Ainsi que le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) l'a signalé, la question de l'énergie, du gaz, du pétrole et des pipe-lines est primordiale, tant à brève qu'à longue échéance. Si, au nom de la population du Canada, nous jouons nos cartes intelligemment, élaborons une politique nationale de l'énergie et imposons des contrôles réels, les ressources énergétiques pourraient être notre meilleur atout. Notre industrie deviendrait en mesure de soutenir la concurrence et de créer des emplois. Les Canadiens pourraient en retirer des milliards de dollars en bénéfices. C'est-à-dire en mettant les choses au mieux. En mettant les choses au pire sans planification, je peux entrevoir la ruine véritable de notre économie. A cause des problèmes que les États-Unis auront dans 10 ou 20 ans à l'égard de leur balance de paiements sans contrôle ou sans un programme planifié de mise en valeur de l'énergie, je peux entrevoir la ruine de l'économie canadienne et peut-être l'annexion par les États-Unis. Ce sont les deux options extrêmes que nous devrions avoir à l'esprit lorsqu'il est question d'une politique énergétique future pour le Canada.

Ce qui me préoccupe, c'est que les sociétés pétrolières géantes multinationales, avec la complicité du gouvernement canadien et du gouvernement des États-Unis, donnent à entendre au public canadien qu'il y a une crise énergétique. Si nous n'agissons pas, disent-ils, il y aura une crise véritable au Canada, et que par conséquent il faudrait un plan continental d'exploitation des ressources énergétiques. Les États-Unis font face à une crise d'énergie à bon marché. D'après les statistiques des Nations-Unies de 1969, les États-Unis, avec 5.7 p. 100 de la population mondiale, consomment environ 34 p. 100 de l'énergie mondiale. Le Canada est presque aussi coupable. Avec 0.6 p. 100 de la population mondiale, nous consommons 2.9 p. 100 des ressources énergétiques du monde. L'Inde, avec 15.2 p. 100 de la population mondiale, consomme seulement 1.5 p. 100 de ces ressources.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale les ressources énergétiques des États-Unis suffisaient aux besoins de nos voisins. Aujourd'hui, les États-Unis importent environ 25 p. 100 de leur énergie et ce pourcentage augmente d'année en année. En 1980, ils importeront environ 50 p. 100 de leurs approvisionnements en énergie. Les Américains ont différentes options. Nous avons parlé d'un certain nombre d'entre elles aujourd'hui. L'une est le Moyen-Orient. Ils peuvent augmenter leurs approvisionnements d'énergie provenant des pays du Moyen-Orient tels que l'Arabie saoudite, l'Iran ou le Koweït. Toutefois, les États-Unis ne pensent pas que ces pays soient sûrs. Il y a beaucoup de difficultés sur le plan politique. La situation est donc très risquée et instable en ce qui concerne les États-Unis.

● (2110)

La deuxième source d'approvisionnement énergétique sur laquelle peuvent compter les États-Unis c'est le Canada, mais notre pays ne peut pas répondre à tous leurs besoins, même si nous avions une politique énergétique continentale. Actuellement nous exportons environ 60 p. 100 du total de notre production vers le marché américain

Régie des produits pétroliers

et cela ne correspond qu'à 5 p. 100 de tout le pétrole brut consommé aux États-Unis et à 3.6 p. 100 du gaz naturel utilisé dans ce pays. Si l'on regarde la situation actuelle et ses perspectives, l'on se rend compte qu'elle ne varie pas tellement même si l'on devait construire et utiliser à plein le pipe-line de la vallée du Mackenzie. Si ce pipe-line est construit et en service en 1977 et que, par exemple, il véhicule deux millions de barils de pétrole par jour vers le marché américain, en réalité cela ne ferait que compenser la baisse de production dans les 48 États des États-Unis au sud de notre frontière.

On pourrait dire la même chose du pétrole de l'Alaska. Si le pétrole de l'Alaska est exploité à fond, en 1980 les Américains ne produiront encore qu'environ la même quantité de pétrole qu'ils produisent maintenant. Leur situation n'en demeurera pas moins telle qu'ils devront continuer à importer environ la moitié de l'énergie dont ils auront besoin. A ce moment-là, le prix du pétrole aura atteint au moins \$5 le baril, si ce n'est plus, contre environ \$3.40 en 1972. En outre, ainsi que je le déclarais plus tôt, le Canada ne peut satisfaire la demande d'énergie des États-Unis; il ne possède pas des réserves suffisantes et si nous devions les mettre en valeur, notre économie se retrouverait en sérieuses difficultés.

En 1972, les réserves prouvées de qualité courante s'établissaient à huit milliards de barils de pétrole et à 53 billions de pieds cubes de gaz naturel au Canada. La Canadian Petroleum Association estime que les réserves récupérables de qualité courante au Canada totalisent environ 120 milliards de barils de pétrole et 725 billions de pieds cubes de gaz naturel. Ces réserves ne suffiraient pas à satisfaire la demande américaine même si nous voulions le faire.

La consommation mondiale de pétrole s'établit actuellement à environ 20 milliards de barils par année et elle augmente à un taux annuel de 7 p. 100, c'est dire qu'elle double tous les dix ans. En l'an 2000, environ 1,330 milliards de barils de pétrole auront été utilisés, c'est-à-dire entre 1972 et l'an 2000. Le Canada aura consommé environ 30 milliards de barils de pétrole, les États-Unis 300 milliards de barils et le reste du monde, environ 1,000 milliards de barils. Les réserves pétrolières moindiaies prouvées de qualité courante totalisent actuellement, selon un relevé géologique américain, environ 634 milliards de barils.

En résumé, telle est la situation qui nous assaille à l'heure actuelle. Quelle en est la solution? Nous avons du pétrole et du gaz en quantité, mais il en coûtera beaucoup plus cher pour les extraire. Par exemple, il y a les sables bitumineux dans l'Athabasca et en Alberta. Les réserves de pétrole atteindraient 300 milliards de barils. Il y a des réserves semblables ailleurs au Canada qui sont évaluées à 145 milliards de barils. Comme nous le savons tous, il en coûte beaucoup plus de raffiner ce genre de pétrole, de l'extraire du sol, et le reste.

Il est possible qu'au cours des années 80, les schistes bitumineux du Colorado deviennent rentables. Mais là encore, la mise en valeur en est beaucoup plus coûteuse. Les réserves des schistes bitumineux seraient deux fois plus élevées que celles des sables bitumineux du Canada. Mais s'il fallait les mettre en valeur, on peut prévoir quel en serait le prix. Si le Canada ne se montre pas prudent, nous ne pourrions même pas vendre notre produit sur notre marché; nous constaterions que nos ressources énergétiques sont trop coûteuses pour répondre à nos besoins industriels.